

# Le Journal

N°8 — Avril 2021



*Démocratie, la route est longue ...*

## SOMMAIRE

L'édito	2
Interview : Johanna Rolland, maire de Nantes	3
Elections territoriales, élections secondaires ?	4
Indice de démocratie, la France déclassée ?	5
Quand l'UE interroge les citoyens européens	7
Sobriété, mobilisons-nous !	9



Jean-Baptiste de Foucauld,  
cofondateur du Pacte civique

Le Vendredi 28 mai prochain, de 9h30 à 18h00, nous fêterons **les 10 ans du Pacte civique** au Palais d'Iéna, au Conseil économique, social et environnemental (merci de noter dès à présent cette date).

En 2011, le Pacte civique entendait regrouper un ensemble d'acteurs qui, en réaction à la crise financière de 2008, souhaitaient fédérer leurs efforts autour de quelques principes simples et rigoureux pour faire face aux grands défis que nos démocraties affrontent et pour mobiliser plus efficacement les capacités créatrices de la société.

**Où en sommes-nous aujourd'hui ?** Les difficultés de tous ordres semblent croître plus vite que les solutions destinées à y faire face : incrustation du chômage d'exclusion, précarité et difficultés de vie telles qu'exprimées par le mouvement des gilets jaunes, changement climatique accéléré tout comme la réduction de la biodiversité,

discriminations et séparatismes identitaires en tous genres, menace terroriste permanente. La promesse démocratique est aussi menacée de l'extérieur par l'émergence de nouvelles formes politiques autoritaires, nationalistes, populistes, voire impérialistes.

La pandémie de la Covid a aggravé cette situation. Mais paradoxalement, en mettant au grand jour les failles de notre système social, elle fournit peut-être de nouvelles armes pour le changer en profondeur.

Que pouvons-nous faire, avec les moyens qui sont les nôtres, un an environ avant une échéance électorale importante, où une sortie de route ne paraît plus exclue ? Deux axes nous paraissent essentiels que nous développerons au cours de notre manifestation :

### - **Quel modèle de changement mettre en œuvre dans une démocratie renouvelée ?**

Pour construire des politiques publiques bien articulées avec le mouvement de la société, nous avons besoin de plus de participation, mais aussi de plus de vision, et de plus de contenu. De faire émerger des leaders politiques donnant du sens, qui sachent associer et qui écoutent vraiment avant de décider, mais aussi une société civile capable de se rassembler, d'innover et de faire des propositions crédibles. Nous y réfléchissons avec Laurent Berger et nos amis du « Pacte du pouvoir de vivre » et de « Territoires zéros chômeurs de longue durée ».

### - **Comment aider le système politique à assumer le double défi de la sobriété et de la fraternité ?**

Sans une promotion vigoureuse de ces deux manières d'être, il sera difficile de faire face simultanément à la détresse sociale et à la menace écologique. La fraternité, bien présente sur le terrain local, souhaitée par les citoyens dans certaines limites, comme le montrent les sondages annuels du Labo de la fraternité, ne fait pas l'objet d'une construction civique à la hauteur de sa place dans la devise républicaine. Quant à la sobriété, condition du partage entre les personnes et avec la nature, c'est une notion qui progresse, notamment chez les jeunes, mais que le vocabulaire politique méconnaît. C'est vrai qu'elle n'est pas très « vendeuse » électoralement et que la sobriété contrainte n'est pas celle que nous préconisons. D'où la nécessité d'insister sur le « choix », pluriel, « des » sobriétés<sup>1</sup>. Un sondage commandé par le Pacte civique permettra prochainement de mieux savoir où en sont les Français. Le débat final du 28 mai, avec des élus et des responsables associatifs, examinera la manière dont ce double défi de la sobriété et de la fraternité peut être utilement mis à l'agenda politique.

---

<sup>1</sup> Le Pacte civique « *Le choix des sobriétés, des idées pour passer à l'action* », sous la direction d'Elisabeth Javelaud, Les Editions de l'Atelier, 2021. Peut être obtenu chez votre libraire ou commandé auprès du Pacte civique : [contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)

Trois questions à **Johanna Rolland**, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole.

**1/ On ressent une forte demande d'expression citoyenne à Nantes comme dans l'ensemble du pays ; et pourtant, l'abstention aux consultations électorales est très forte. Comment expliquez-vous cette apparente contradiction ?**

C'est surtout la preuve qu'il est nécessaire de refonder notre pacte démocratique et de ne pas simplement déplorer, élection après élection, la montée de l'abstention et des extrêmes. Beaucoup de citoyennes et de citoyens s'intéressent à la chose publique et aspirent à s'investir dans l'action collective sous des formes parfois nouvelles. Pour autant, il y a un doute grandissant sur la capacité des politiques à agir et à transformer. Et surtout, s'exprime l'envie de ne pas avoir la parole au seul moment des élections. C'est cette idée de la démocratie en continu que nous devons faire vivre. A l'échelle de la métropole nantaise, composée de plus de 600 000 habitants, nous avons par exemple organisé, lors du dernier mandat, 3 grands débats sur la Loire, la longévité et la transition énergétique. Cela nous a permis de constater un engagement très important de la part des 20-35 ans, notamment pour le débat sur la transition énergétique où nous avons proposé de participer aussi par l'expérimentation ; ce que nous avons appelé le « *débat du faire* ». La jeunesse nantaise était extrêmement impliquée, et davantage intéressée par cette forme d'expression. A travers cet exemple, je veux simplement souligner que, collectivement, nous avons à innover et à inventer si nous voulons redonner confiance dans la démocratie.



**2/ On dit souvent que la démocratie représentative et la démocratie participative ne sont pas contradictoires mais complémentaires. Mais au fond l'élu n'est-il pas « entre le marteau et l'enclume » ? Comment gérer cette situation inconfortable ?**

Je crois que c'est d'abord à nous élues et élus qu'il incombe de renouveler les pratiques politiques. Et pour ce faire, l'échelle locale est fondamentale car c'est le territoire vécu des habitantes et habitants. Si, comme l'affirme Pierre Rosanvallon, une partie des citoyennes et citoyens vit la démocratie représentative comme une démocratie privative, il est de notre rôle de les entendre et d'inventer de nouvelles modalités d'échange. Le clivage entre démocratie représentative et démocratie participative doit être dépassé. Je crois que l'une et l'autre se nourrissent mutuellement. Et la démocratie participative, ce n'est pas, comme on a pu le dire, un mode de gestion, c'est avant tout une manière de vivifier la démocratie, pour avoir une démocratie adulte, aller dans le sens de l'intérêt général et améliorer les projets. La démocratie participative permet d'enrichir la démocratie représentative, de la faire vivre au quotidien. Le dialogue citoyen est d'ailleurs une marque de fabrique à Nantes, qui lui a valu d'être reconnue *Capitale européenne de l'innovation* en 2019.

**3/ Quelles premières conclusions ou réflexions vous inspire la Convention citoyenne lancée en novembre dernier au niveau de la Métropole nantaise sur le thème « Quels enseignements tirer de la crise sanitaire ? »**

Il faut rappeler l'idée de départ : durant cette crise, nous avons beaucoup entendu les experts mais finalement, nous avons assez peu entendu les femmes et les hommes sur leur vécu de la crise. A Nantes, nous avons voulu prendre le temps de les écouter. Nous avons d'abord réalisé une grande enquête à destination de 3200 familles, puis une Convention citoyenne rassemblant 80 citoyennes et citoyens qui a effectivement rendu ses conclusions en mars. C'est un travail très riche que nous sommes en train d'étudier en détail. Il ressort notamment des différentes aspirations citoyennes exprimées une véritable accélération des prises de conscience, sur la transition écologique, les mobilités, la solidarité et le cadre de vie. Mais évidemment cela ne suffit pas. Nous devons dire aux citoyennes et citoyens de quelle façon nous nous emparons de leurs réflexions, ce que nous prenons en compte et ce que nous ne pourrions pas faire. Ceci doit être fait en totale transparence. C'est pour cela que je me suis engagée avec mes collègues maires et élus de la métropole à apporter une réponse argumentée et publique d'ici l'été aux membres de la Convention.

# Elections départementales et régionales

## NON, ce ne sont pas des élections secondaires !



L'approche du grand rendez-vous électoral de 2022 tend à faire de ces élections un galop d'essai pour les présidentielles.

Faut-il céder à cette tentation jacobine ?

Le premier enjeu est celui de l'**organisation territoriale**, une question complexe qui ne saurait être résolue par un couperet uniforme tombé de Paris. Le découpage, en 2016, de la France métropolitaine en 13 grandes régions, éloignant un peu plus les électeurs de centres de décision de plus en plus puissants, ne fait pas l'unanimité. Il convient sans doute, dans chacune d'entre elles, d'en dresser un bilan provisoire et de chercher des solutions favorisant une vraie démocratie interactive.

Les **départements** sont aussi sur la sellette : dislocation dans le Rhône<sup>2</sup>, regroupement en Alsace<sup>3</sup>, ils ne sont plus intouchables. Mais par quoi les remplacer dans les zones plus rurales et moins concentrées de notre pays ?

Leurs exécutifs vont être confrontés à une lourde tâche : la gestion de l'action sociale au sens large, incluant le grand âge et les programmes de santé, dans une situation critique marquée par une forte croissance du chômage et de la pauvreté.

Plus que jamais, les élus devront évoluer dans leurs conceptions : il ne suffira plus d'affecter des crédits, il faudra aussi accompagner les populations fragiles et les faire participer aux décisions qui les concernent.

Trois problématiques majeures devraient animer la campagne des **régionales** :

1/ L'aménagement du territoire doit-il continuer à concentrer l'activité économique sur les grandes métropoles, ou est-il temps, répondant à un désir croissant des Français, de le déconcentrer vers les villes moyennes et les territoires ruraux, avec les redoutables problèmes que cela pose en termes de mobilité (décarbonée) et de services publics ?

**Métropolisation ou déconcentration vers les villes moyennes et les territoires ruraux ?**

2/ Comment l'échelon régional, qui dispose dans ce domaine de moyens importants, peut-il et doit-il animer la *bifurcation* écologique, en laissant toute leur place aux intercommunalités, les mieux placées sans doute pour investir, au plus près du terrain et des citoyens ?

3/ Quels processus mettre en place pour que chaque grande région ne se transforme pas en mini-Etat technocratique imposant ses vues ? Comment coconstruire les projets avec l'Etat, les élus locaux, les experts, les entreprises, la société civile organisée et les citoyens, tous appelés à s'engager pour le bien commun ?

Ces quelques éléments, et d'autres sans doute, pourront être portés par les collectifs du Pacte civique pendant la campagne électorale. Il est temps d'en débattre, exprimons nos idées et nos espoirs !

Depuis 2015, les élections départementales consacrent des binômes homme-femme, ce qui assure une parité parfaite des assemblées. Saluons ce progrès !

<sup>2</sup> entre la puissante Métropole de Lyon et un « vieux Rhône » squelettique.

<sup>3</sup> au profit de la *Collectivité européenne d'Alsace* regroupant, depuis janvier 2021, le Bas Rhin et le Haut Rhin.



# Indice de démocratie

## Classement, déclassement, reclassement ... *Les approximations de « The Economist »*

*The Economist*<sup>4</sup>, qui a conçu en 2006 un **indice de démocratie**, vient de publier le classement 2020.

La performance de la France, en recul par rapport à celle de 2019, a provoqué des commentaires de presse peu flatteurs<sup>5</sup>. En particulier elle y est reléguée parmi les « démocraties défailtantes ». L'atelier Démocratie-Observatoire du Pacte civique s'est intéressé à ce classement et montre que le déclassement n'est nullement étayé et ne justifie en rien les commentaires négatifs qu'il a suscités.

*The Economist* donne tous les ans, pour 167 pays, un indice de démocratie et publie le classement qui en résulte avec un commentaire sur l'évolution par rapport à l'année précédente. L'indice de chaque pays est calculé à partir de 60 critères élémentaires, répartis en 5 catégories, pour lesquels une note (0 ou 1) est attribuée.

Cette évaluation au long cours, reprise et commentée par de nombreux médias, est évidemment très intéressante.

Mais les choses se compliquent lorsque *The Economist* décide de séparer les pays en 4 groupes : démocraties pleines, démocraties imparfaites (voire « défailtantes » suivant les traductions), régimes hybrides, et régimes autoritaires. En effet, ces 4 groupes ne sont pas les marches d'un grand escalier ; ce sont juste des zones sur une pente continue sans préoccupation d'effets de seuil alors que le repérage de ceux-ci est un des fondamentaux de la science statistique. La frontière entre les groupes est un "chiffre rond" de l'indice, dépourvu de signification.

**Effets de seuil non repérés,  
conclusions péremptoires fondées  
sur des écarts non significatifs, il  
y a beaucoup à redire ...**

L'ensemble du classement peut donner lieu à un commentaire statistique pertinent (par exemple : « L'indice moyen mondial recule depuis 5 ans »), mais tout commentaire sur un pays donné une année donnée, sauf cas d'une variation forte et brutale, prend le risque d'un biais. C'est pourtant le choix du commentaire annuel de *The Economist* et on ne peut que le regretter.

### Le classement de la France

La France avait obtenu la note **8.12** en 2019 (au 20<sup>ème</sup> rang sur 197) et obtient **7.99** en 2020 (au 24<sup>ème</sup> rang sur 197), ce qui entraîne sa rétrogradation du groupe "démocraties pleines" dans la groupe "démocraties imparfaites".

Certains médias ont repris l'allégation de *The Economist* lui-même, qui affirme que la France a perdu des points en raison des « restrictions de la liberté de déplacement » du fait de « plusieurs confinements et des couvre-feux nationaux ». C'est abusif comme on le voit en examinant le détail de la fabrication de la note de la France.

De plus - et c'est l'essentiel de notre désaccord méthodologique - nous ne craignons pas d'affirmer que la différence de notation d'une année à la suivante est non-significative. Il faut regarder les indices sur la durée.

---

<sup>4</sup> *The Economist* est un hebdomadaire britannique de référence, consacré au commentaire de l'actualité internationale, et diffusé à plus de 1 500 000 exemplaires.

<sup>5</sup> Voir Le Point « *La France une démocratie défailtante* », 03 02 2021, et Le Figaro « *La France est-elle devenue une démocratie défailtante ?* », 09 02 2021

Celui de la France a pris de 2006 à 2020 des valeurs variant de manière discontinue, de 7.77 à 8.12. On peut considérer que la série des notations présente ce que les statisticiens appellent des *fluctuations aléatoires*, et qu'en commentant doctement la baisse de 8.12 à 7.99, les rédacteurs de *The Economist*, comme nos journalistes, ont pris le clapotis pour une marée !

Ajoutons que cet « événement » attire l'attention parce qu'il se produit autour de 8, frontière - arbitraire - entre deux groupes de démocraties et que, s'il se produisait autour de 9 ou de 7, il n'y aurait pas de changement de groupe à commenter.

Il faut enfin regarder la variation ponctuelle de 8.12 à 7.99. En considérant le détail des notes partielles attribuées dans chacune des 5 catégories dans lesquelles sont rangés les 60 critères, on est là dans la zone de fluctuation d'appréciation subjective du notateur.

Alors, **conclusion** : le classement de *The Economist* pour une statistique géopolitique : **oui**. Pour une appréciation relative à un pays sur la durée : **oui**. Mais pour une appréciation relative à un pays et à une année précise : **non** !



## Dix ans, ça se fête !

**Le 28 mai 9h30 - 18h, au CESE, Palais d'Iéna,**

en présentiel ou en mixte.

**Demandez le programme !**

### Le matin :

- **10 ans d'action : on feuillette l'album** : power-point, vidéos  
*Large place donnée aux collectifs locaux.*
- **Jean-Baptiste de FOUCAULD** *Face à une crise globale, agir autrement*
- **Quand deux pactes se rencontrent : « civique » et « pouvoir de vivre »**  
*Quel modèle de changement dans une démocratie renouvelée ?*  
avec **Laurent BERGER, Nicolas HULOT (sous réserve), Claire HEDON, Véronique FAYET, Laurent GRANDGUILLAUME**

### L'après midi :

- **Le défi de l'emploi** : nouveau regard, nouvelles pratiques : TZCLD, employeurabilité ...
- **Le défi de la sobriété et de la fraternité**  
4 contributions du Pacte civique.
  - ✓ Sondage fraternité
  - ✓ Ingénierie groupes projet
  - ✓ Livre *Le choix des sobriétés*
  - ✓ **Scoop** : les résultats du sondage sobriété (Viavoice)
- **Le DEBAT : le système politique à l'épreuve du double défi de la sobriété et de la fraternité**  
**Patrick VIVERET, Radia BAKHOUC, Mathilde IMER, Dominique REYNIE, Johanna ROLLAND**  
(en visio), **Pascal CANFIN**  
Echanges avec l'auditoire

**CONCLUSION** sous forme d'interview des deux coordinateurs du Pacte civique

# Quand l'UE interroge les citoyens européens



## Conférence sur l'avenir de l'Europe Une occasion à saisir !

Le 9 Mai prochain, la Conférence sur l'avenir de l'Europe sera lancée par les institutions. Donnant suite à la signature, le 10 mars dernier, d'une [déclaration commune](#) par la Commission, le Parlement et le Conseil, le Comité exécutif de la Conférence a commencé ses travaux, et la « plateforme des citoyens » sera lancée le 19 avril.

De quoi s'agit-il ?

### Un beau projet démocratique ...

L'objectif de cette conférence est que l'ensemble des Européens puissent jouer un rôle de premier plan en donnant leur avis sur « *les priorités de l'Europe et les défis auxquels elle est confrontée*<sup>6</sup> ». Elle devrait contribuer ainsi à rapprocher les citoyens des institutions, préoccupation ancienne<sup>7</sup> du Pacte civique.

« **Un exercice axé sur les citoyens et fondé sur une approche ascendante** »

La conférence réunira des représentants des trois institutions, des parlementaires nationaux, des acteurs de la société civile, des citoyens et d'autres « parties prenantes ». Les trois institutions se sont engagées à mettre en œuvre les conclusions de la conférence.

La conférence est définie comme « *un exercice axé sur les citoyens et fondé sur une approche ascendante ...* ». De multiples événements et débats s'inscrivant dans ce cadre seront organisés dans toute l'Union, ainsi que via une plateforme numérique multilingue interactive ». Des panels de citoyens européens représentatifs seront constitués. Une structure de gouvernance tripartite se met en place pour assurer la coordination et la remontée des idées. Des assemblées plénières, largement ouvertes à la société civile, se tiendront au minimum tous les six mois, pour faire le point de l'avancement des travaux et débattre des recommandations formulées par les citoyens.

Les institutions européennes prévoient que la conférence traite du changement climatique, de l'économie, du social et du numérique mais laisse aux citoyens la liberté d'inscrire à son agenda tout autre thème de travail.

### ... qui vient à la bonne heure

Après la longue période de stagnation qui a suivi le rejet du projet de constitution européenne, l'année 2020, consacrée au règlement de questions difficiles et urgentes, a été marquée par un progrès remarquable : une solidarité concrète entre les Etats de l'Union s'est manifestée via un mécanisme de financement du plan de relance mutualisé. C'est donc bien le moment de donner un nouveau souffle à la marche de l'Europe pour relever les défis résultant des changements considérables intervenus dans la situation internationale et dans la vie en société.

Quelle place pour l'Europe dans un monde marqué par le duopole États Unis - Chine ? Comment promouvoir ses valeurs humanistes et son modèle social face aux totalitarismes menaçants ? Comment établir des relations de

<sup>6</sup> Les citations en italique sont extraites de la déclaration commune.

<sup>7</sup> Voir en particulier notre livre *Relever le défi démocratique*, Chronique sociale 2017, chapitre 14.

confiance avec le monde arabe en proie à la guerre civile, avec l'Afrique dont le destin est lié au nôtre, avec la Russie qui s'efforce de retrouver son rang de grande puissance ?

Comment maîtriser au profit des citoyens la spectaculaire croissance des moyens de communication, donner une dimension humaine à l'utilisation de l'intelligence artificielle, mettre en œuvre l'urgente *bifurcation écologique*, s'ouvrir à la dimension internationale sans détruire notre enracinement quotidien ? Entre l'espace mondial et l'espace local, l'espace européen n'est-il pas pertinent ?



### Quelques réserves à lever

Plusieurs personnalités et organisations, notamment notre partenaire *Sauvons l'Europe*, rassemblées au sein de *CIVICO EUROPA*, ont interpellé les institutions pour leur demander une participation effective de la société civile et des institutions locales à la gouvernance de la conférence, et surtout un **allongement des délais**. La conférence est censée remettre ses conclusions au printemps 2022. Un an tout juste pour un travail collectif de cette ampleur, dans des conditions compliquées par la crise sanitaire, ne semble pas réaliste.

### Une occasion à saisir

Le Pacte civique, avec ses partenaires, œuvrera à ce que les valeurs qu'il promet concourent à la richesse des travaux et des suites qui leur seront données. Il proposera un certain nombre de mesures, concernant notamment les jeunes, pour donner plus de « goût d'Europe » aux Européens et favoriser une citoyenneté européenne active et ressentie.

**Donner plus de goût d'Europe aux Européens**

A l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire du Pacte civique, son collectif Lyon-Rhône vous invite à une visioconférence :

## LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT, UN EXEMPLE DE DÉMOCRATIE ?

Jeudi 29 avril 18h-20h



Avec **Matthias Martin-Chave**, qui a participé à la convention, et **Bruno Benoit**, enseignant à l'IEP de Lyon

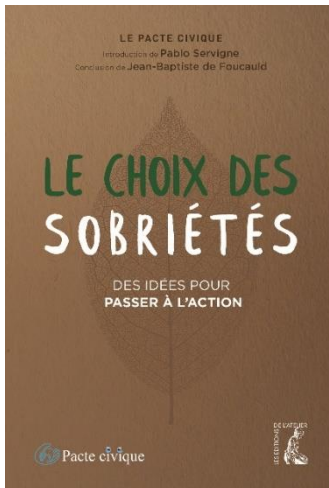
**POUR VOUS INSCRIRE  
CLIQUER ICI**



# Sobriété, mobilisons-nous !

Le livre du Pacte civique « *Le choix des sobriétés, des idées pour passer à l'action* », écrit à plusieurs mains sous la direction d'Elisabeth Javelaud, est paru aux éditions de l'Atelier.

On peut l'acheter directement auprès du Pacte civique ([contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)) au prix de 16 euros.



L'engagement des contributeurs de ce livre à mettre en œuvre des actes de sobriété dans leur quotidien, témoigne de leur prise de conscience des enjeux de respect de l'environnement et du vivant. Ancrés dans leurs territoires, urbains ou ruraux, ils agissent par des choix de vie qui font sens pour eux. Ils l'expriment aussi en interpellant les générations.

Même si les actes individuels ne représentent que 25 % de ce qui serait nécessaire pour infléchir l'impact des activités humaines sur le changement climatique et les pertes de biodiversité, ils sont essentiels pour influencer, on l'espère, la collectivité et les instances de décision au plus haut niveau, pour leur enjoindre d'agir de même.

Des choix de société sont indispensables ; ils permettront, s'ils sont faits rapidement dans un cadre législatif ambitieux, d'anticiper, de retarder et peut-être d'atténuer les

**Les actes individuels sont essentiels pour influencer la collectivité et les instances de décision.**

conséquences délétères et éventuellement irréversibles que nous annoncent les scientifiques du climat et de la biodiversité.

C'est d'une mobilisation collective dont nous avons besoin. Se fera-t-elle par une prise de conscience citoyenne ou par la contrainte des événements ? Notre responsabilité devant les générations à venir est désormais engagée.

Autour de ce livre, des rencontres, des échanges et des débats vont s'organiser dans différents coins de France.

Si vous êtes intéressé(e), n'hésitez pas à nous le faire savoir : [contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)





Notre partenaire **La Vie Nouvelle** propose une session  
« **HABITER LA TERRE AUTREMENT** »  
à **VANNES** (Morbihan), au Centre Montcalm  
du 4 au 8 juillet 2021.

*Ouverte à tous, membres et non membres, voici une belle occasion de vivre ensemble les valeurs personalistes !*

**Le matin, 6 formations en ateliers :**

Gestion du stress, Ecoute active, Ecriture, Spiritualité et Philosophies de la personne, Etre citoyen aujourd'hui, migrants.

**L'après-midi :** Rencontres d'acteurs locaux, découverte de la région.

**Les soirées :** Détente, réflexion, bal folk, jeux, conférence.

Information et inscription : <http://www.lvn.asso.fr/spip.php?article2209>



## Suivre et soutenir le Pacte civique



01 44 07 00 06



[contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)



<https://pactecivique.fr/>

facebook

